

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 9

Nîmes, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIRAP FRANCE

RUE SAINT ANDRE
30210 REMOULINS

Références : 2022-07-464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement SIRAP FRANCE implanté RUE SAINT ANDRE 30210 REMOULINS. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAP FRANCE
- RUE SAINT ANDRE 30210 REMOULINS
- Code AIOT dans GUN : 0006600672
- Régime : Autorisation

La société SIRAP France exploite une usine de fabrication de barquettes en polystyrène expansé alimentaires sur le territoire de la commune de Remoulins.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Classement des installations de stockage au regard de la rubrique 1510
- Emission atmosphériques de COV
- Fluides Frigorigènes Fluorés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclat...	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 1.2.1	/	Sans objet
Mesure des émissions de composés organiques volatils dans l'environ...	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.1	/	Sans objet
Emissions de composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.1	/	Sans objet
Emissions diffuses de composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.2	/	Sans objet
Suivi des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.3.	/	Sans objet
Emissions annuelles de COV	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.4	/	Sans objet
Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	/	Sans objet
Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82	/	Sans objet
Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur le site de la société SIRAP était ciblée sur le classement des installations de stockage, les émissions de COV et les fluides frigorigènes fluorés.
Aucune non-conformité n'a été relevée lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclat...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Classement au titre de la rubrique 1510 « Entrepôts »
Prescription contrôlée : - Rubrique 2663 - Entrepôts couverts (bâtiments B1, B2, B3, B4; B5, B0, BOE, B6) de stockage de matières plastiques constituées de polystyrène expansé - 20 850 m ³ - Régime de l'enregistrement
Constats : Par courriel du 13 décembre 2021, la société SIRAP a fait part du recensement des Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD) exploitées au sein de son établissement et de son positionnement au regard de la rubrique 1510. Pour rappel, des évolutions dans la démarche de classement au titre de la rubrique 1510 sont récemment intervenus. Désormais, les exploitants doivent recenser les IPD exploitées dans leur établissement et établir le classement au titre de la rubrique 1510 en fonction de ces IPD, de leur nature et de leur implantation. La société SIRAP a donc identifié deux IPD sur son site industriel : une correspondant au stockage des bobines en cours de maturation et une constituée principalement des stockages de produits finis. L'ensemble de ces produits est classable sous une rubrique unique, la rubrique 2663. Ainsi, ils ne sont pas classables au titre de la rubrique 1510, conformément au critères de classement définis pour cette rubrique. L'inspection, après analyse des éléments transmis, précise que les installations exploitées par SIRAP ne sont composées que d'une IPD compte tenu de la présence de parties communicantes entre les deux IPD exploitées. Cependant, les produits étant bien classables au titre d'une rubrique unique, ils n'entrent pas dans le champs de la rubrique 1510. Le classement des installations de stockage de la société SIRAP est donc inchangé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesure des émissions de composés organiques volatils dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, tous les 3 ans et à ses frais, à une campagne de mesure des composés organiques volatils dans l'air ambiant au niveau des zones ou locaux occupés par des tiers les plus proches de son site industriel. Une mesure en dehors de l'influence du site est réalisée dans le même temps afin de définir le bruit de fond habituel dans cette zone. La vitesse et la direction du vent au moment des mesures sont précisés dans le rapport présentant les résultats. Ces campagnes de mesures sont réalisées suivant les préconisations du guide INERIS référencé DRC-16-158882-12366A. Les résultats de ces campagnes de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fait procéder par Bureau Véritas à de nouvelles mesures des composés organiques volatils dans l'environnement autour du site industriel le 12 avril 2022. Le résultat des mesure montre des concentrations très faibles en COV (5,39 à 7,78 µg/m ³) à tous les points de mesures (habitation, sous les vents dominants et au point de référence). Ces mesures seront renouvelées dans trois ans.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emissions de composés organiques volatils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des procédures et des moyens visant à réduire les émissions de C.O.V de ses installations, comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la limitation à 0,6 tonnes de COV utilisé par million de barquettes en polystyrène expansé produites ; - le recyclage intégral des chutes de découpe ; - l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières. - la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion.
<p>Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection son plan de gestion des solvants pour l'année 2021. L'utilisation de COV par million de barquettes en PSE produites s'élève à 0,58 tonnes et respecte donc la limite de 0,60 tonnes. La totalité des chutes de process sont réinjectées dans le process de fabrication et une part de matériaux recyclés est également réutilisée pour la fabrication des produits. Concernant la captation des émissions, la canalisation des émissions de COV a été réalisée aux postes de pré-expansion au niveau des pompes à vide et des mandrins.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emissions diffuses de composés organiques volatils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions techniquement et économiquement acceptables pour limiter les émissions diffuses de composés organiques volatils. Les émissions diffuses de composés organiques volatils représentent au maximum 80 % des émissions totales du site. 3/5La captation des émissions de COV au niveau des pompes à vide des lignes d'extrusion GS et G6 et des mandrins des lignes d'extrusions G7, G9 et G3 est réalisée dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant a procédé à la captation des émissions de COV issues des pompes à vides des lignes d'extrusion G5 et G6 et des mandrins des lignes G7 et G9. L'inspection a pu constater lors de la visite des installations la présence des dispositifs de captation. Les travaux n'ont pas été menés sur la ligne G3 qui est à l'arrêt et qui nécessitera une remise en état lors de son redémarrage.</p> <p>Les émissions diffuses en provenance des installations exploitées s'élèvent pour l'année 2021 à 73%.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Suivi des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant, notamment, les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet tous les ans, à l'inspection des installations classées, le plan de gestion des solvants et l'informe des actions menées visant à réduire les émissions de COV et les consommations de solvants. »
Constats : Le plan de gestion des solvants pour l'année 2021 a été réalisé le 3 février 2022 et transmis à l'inspection par courriel du 15 février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emissions annuelles de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les émissions de composés organiques volatils de l'ensemble du site ne dépassent pas 230 tonnes/an.
Constats : Pour l'année 2021, la quantité totale de COV émis est de 179 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R.543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p> <p>Art. R.543-81 du code de l'environnement Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements. AM du 29/02/2016 (Art. 4)</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite la liste des équipements exploités sur le site contenant des fluides frigorigènes fluorés. L'inspection constate que la quantité totale de fluides frigorigènes fluorés présente sur le site semble être de 133 kg soit inférieur au seuil de classement au titre de la rubrique 1185 qui est à 300 kg. L'exploitant est invité à vérifier cette quantité et à déclarer, le cas échéant, le changement de régime à l'inspection.</p> <p>L'inspection a procédé à la vérification des contrôles d'étanchéité de deux équipements : - FRIGEL - n°1706005 - 11,0 kg - contrôle d'étanchéité une fois par an. Le dernier contrôle d'étanchéité a été réalisé en octobre 2021 par la société FIT. Aucune anomalie n'a été relevée.</p> <p>- ATLAS COPCO - n°APF142668 - 15 kg - contrôle d'étanchéité une fois par an depuis la modification du fluide en 2020. L'inspection a consulté la fiche d'intervention de changement du fluide en février 2020 : remplacement du gaz R404 par du R452A : 15 kg rechargés. La fiche d'intervention ATLAS COPCO a été présentée. L'exploitant a présenté les deux derniers contrôles d'étanchéité réalisés en février 2021 et avril 2022 par la société FRIGOTHERMIE. La fiche d'intervention d'avril 2022 est incorrecte car mentionne le précédent gaz utilisé, son équivalent CO2 et donc la périodicité de contrôle qui ne correspond plus au nouveau gaz rechargé. L'exploitant est invité à faire corriger cette fiche d'intervention et à la transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches d'intervention
Prescription contrôlée : Art. R. 543-82 du code de l'environnement L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. Art. 11 de l'AM du 29/02/2016
Constats : Lors de l'opération de changement de fluide sur l'équipement ATLASCOPCO en février 2020, la société n'a pas établi de fiche d'intervention selon le format prévu par les dispositions du code de l'environnement. L'exploitant veillera à bien établir la fiche normalisée lors de toute opération de manipulation de fluides frigorigènes fluorés.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation de capacité
Prescription contrôlée : Art. R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : L'exploitant a présenté les attestations de capacité en vigueur des différentes entreprises intervenantes sur les équipements frigorifiques : FRIGOTHERMIE, FIT, ATLASCOPCO.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation d'aptitude
Prescription contrôlée : Art. R.543-106 du code de l'environnement L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'exploitant a présenté les attestations de capacité des opérateurs intervenants sur les équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés.
Type de suites proposées : Sans suite